



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Manipulations,1337>

Lectures

# Manipulations

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1085 - mars 2008 -

Date de mise en ligne : lundi 31 mars 2008

## **Description :**

Le livre intitulé "La France a peur" publie une étude sur le sentiment d'insécurité qui règne : expliquerait-il peut-être certaines attitudes de Français interrogés ?

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Il paraît que 80 % des Français qui auraient été interrogés, se seraient déclarés d'accord pour qu'il soit possible désormais qu'on enferme, à vie, des criminels qui ont déjà purgé leur condamnation, ce qui s'oppose au principe républicain de non-rétroactivité des lois. Cela signifie que les citoyens de la République Française accepteraient, a priori, l'idée que des gens soient enfermés (car il ne s'agit pas de les soigner) non plus pour un crime qu'ils ont commis, mais parce que "on" estime qu'ils seraient capables d'en commettre un s'ils étaient en liberté.

Pareille mise en rétention perpétuelle n'a pas de commune mesure avec, par exemple, le retrait d'un médicament dont on a observé des effets nocifs, ou bien des mesures destinées à empêcher la prolifération incontrôlable d'OGM en plein champ, ou encore l'interdiction de rejeter de la fumée de tabac dans un lieu public. Dans le premier cas il s'agit de priver de liberté des êtres humains. Dans les autres, il s'agit de mesures de prévention, qui portent sur des produits dont on sait qu'ils sont, par nature, nocifs, donc qu'ils le resteront parce qu'il leur est impossible de changer, contrairement aux êtres humains.

Comment une population, qui se dit civilisée, et donc qu'on aimerait capable, au XXIème, siècle de faire cette nuance, peut-elle prendre une position aussi... faut-il dire primaire, ou sauvage ? L'explication est sans doute dans le climat de peur qui règne aujourd'hui, et il faudrait étudier comment s'est installé ce climat d'insécurité qui, en tout cas, a certainement déjà beaucoup servi dans certaines campagnes électorales.

C'est précisément sur cette question que portent les recherches d'un Professeur à l'université Paris X, Laurent Bonelli, qui vient de publier ses résultats aux éditions de La Découverte, dans un livre intitulé La France a peur et je me propose de lire. Selon Le Monde des Livres du 29 février, qui en publie une analyse critique, ce sociologue ne cherche cette explication dans aucune « théorie du complot », mais « s'essaie à un décryptage clinique des dynamiques, pas forcément pensées ou voulues, selon lui, qui ont conduit à l'irruption de l'insécurité dans le débat public ». La mise en avant du « sentiment d'insécurité » remonterait au rapport de 1977 du comité d'études présidé par Alain Peyrefitte, dès lors, « le glissement de la délinquance à l'insécurité élargit le spectre des faits sociaux considérés » et « ce ne sont plus désormais seulement les crimes ou les délits qui vont être pris en compte ». Pour lui, un premier basculement a eu lieu à la fin des années 1980, et cette évolution a ensuite offert un cadre idéologique, et « les sondages ont joué un rôle déterminant : l'insécurité devenant une expression récurrente de l'opinion, elle a quitté le strict terrain policier pour devenir politique », elle a « constitué un investissement politique efficace ». Il retrace l'histoire de ce déplacement au sein du PS : avant les années 1990, le sujet n'est pas évoqué il n'en est pas question dans la Lettre à tous les Français de Mitterrand en 1988. La rupture intervient dans un chapitre du programme de Jospin en 1995. Puis au colloque de Villepinte en 1997, la sécurité devient « la première des libertés ». Après quoi les médias transforment « les faits divers » en « problèmes de société ». Alors des experts vont apporter leurs « savoirs savants », dit-il, et ils vont « populariser la théorie de la vitre brisée » et la lutte « contre les incivilités », tandis que des consultants vont se placer « sur le marché de la sécurité en proposant leur expertise aux collectivités locales ». Avec une conséquence, « insuffisamment analysée : le renforcement continu ... des outils de répression ».

Les politiques de répression ont-elles amélioré la situation ?